

1987, chapitre 48  
**LOI MODIFIANT LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE**

---

**Projet de loi 34**

présenté par M. Herbert Marx, ministre de la Justice

Présenté le 13 mai 1987

Principe adopté le 12 juin 1987

Adopté le 23 juin 1987

**Sanctionné le 23 juin 1987**

---

**Entrée en vigueur: le 23 juin 1987**

---

**Loi modifiée:**

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)







## CHAPITRE 48

### Loi modifiant le Code de procédure civile

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-25,  
a. 189.1, aj. **1.** Le Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par l'insertion, après l'article 189, du suivant:

« **189.1** Dans le cas où l'offre d'une somme d'argent est faite afin d'obtenir l'exécution de l'obligation de la partie adverse, la partie qui fait l'offre peut, au lieu de consigner cette somme au greffe du tribunal, confier celle-ci à une compagnie de fidéicommiss enregistrée en vertu de la Loi sur les compagnies de fidéicommiss (L.R.Q., chapitre C-41).

La compagnie de fidéicommiss doit s'engager à remettre, le cas échéant, la somme à la partie adverse sur preuve de l'exécution de l'obligation. Elle doit de plus s'engager à placer la somme en dépôt d'argent au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26) et garanti en vertu de cette loi, à l'exclusion toutefois d'un dépôt à terme qui n'est pas remboursable en tout temps avant échéance.

Le récépissé délivré par la compagnie de fidéicommiss et l'écrit constatant les engagements pris par celle-ci en vertu du deuxième alinéa sont versés au dossier du tribunal. ».

c. C-25,  
a. 514,  
rempl. **2.** L'article 514 de ce code est remplacé par le suivant:

« **514.** Pour assurer la bonne expédition des affaires de la Cour d'appel, le juge en chef ou, en son absence, le plus ancien des juges puinés peut demander par écrit au juge en chef de la Cour supérieure

de lui désigner un ou plusieurs juges de cette cour pour siéger à la Cour d'appel comme juge *ad hoc*. Le juge *ad hoc* a tous les pouvoirs et exerce tous les devoirs d'un juge puiné de la Cour d'appel. ».

c. C-25,  
a. 556,  
mod.

**3.** L'article 556 de ce code est modifié:

1° par la suppression, dans la troisième ligne, des mots « *de venditioni exponas* »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le protonotaire peut aussi décerner ce dernier bref lorsque la saisie a eu lieu avant que ne soit rendu le jugement à exécuter. ».

c. C-25,  
a. 813.4.1,  
aj.

**4.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 813.4, du suivant:

« **813.4.1** Le cautionnement visé à l'article 65 ne peut être requis du demandeur qui fait une demande régie par le présent titre. ».

c. C-25,  
a. 813.6,  
mod.

**5.** L'article 813.6 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « les demandes de cautionnement pour frais ou » par les mots « une demande »;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « ces demandes » par les mots « cette demande ».

Cause pen-  
dante

**6.** Dans toute cause pendante le 23 juin 1987, la partie qui a consigné en vertu de l'article 189 du Code de procédure civile une somme d'argent afin d'obtenir l'exécution d'une obligation peut, avec la permission du tribunal et selon les modalités qu'il détermine, retirer cette somme pour la consigner à nouveau conformément à l'article 189.1 de ce code.

Causes  
transférées  
à Longueuil

**7.** Une cause intentée avant le 8 septembre 1987 en matière civile devant la Cour supérieure ou la Cour provinciale du district judiciaire de Montréal et qui aurait dû l'être dans le district judiciaire de Longueuil, si ce district y avait alors été établi pour ces cours, peut être déférée à compter de cette date dans ce district, à la demande d'une partie adressée, selon le cas, soit au juge en chef de la Cour supérieure ou à un juge désigné par ce dernier, soit au juge en chef de la Cour provinciale ou à un juge désigné par ce dernier, pourvu que cette cause ne soit pas inscrite sur un rôle d'audience dans le district judiciaire de Montréal.

Transfert de  
dossier

Le protonotaire de la Cour supérieure ou le greffier de la Cour provinciale du district judiciaire de Montréal transmet le dossier de la cause au protonotaire de la Cour supérieure ou, selon le cas, au greffier de la Cour provinciale du district judiciaire de Longueuil. Celui-ci en donne avis aux parties ou à leurs procureurs et leur communique le numéro qu'il attribue à la cause dès qu'il reçoit le dossier.

Entrée en  
vigueur

**8.** La présente loi entre en vigueur le 23 juin 1987.